Communiqué de la liste à l'initiative du SNES FSU des enseignants et personnels du lycée Montebello

Depuis presque 8 semaines au lycée Montebello nos élèves se mobilisent pour demander une éducation de qualité dans des conditions dignes et pour exprimer leur solidarité avec leurs camarades d'autres lycées.

Leur mobilisation a pu prendre des formes variées qui ont montré leur détermination, leur inventivité mais aussi leur envie d'échanger et de s'emparer de questions qui les touchent de près. En cela, ils reflètent la force d'un mouvement national qui reste très actif et qui continue de mobiliser de nombreux lycéens et établissements scolaires et universitaires, bien au-delà des chiffres communiqués - ou non - par le ministère.

Malgré cette mobilisation , les demandes des lycéens, et des étudiants qui les ont rejoints, sont restées ignorées ou, au mieux, ont été l'objet de promesses vides sans les décisions budgétaires essentielles à leur mise en œuvre.

Depuis la rentrée des vacances d'octobre l'entrée au lycée Montebello s'est faite sous surveillance policière. Si nous nous sommes réjouis de retrouver nos élèves en classe, nous ne pouvions que déplorer qu'un retour à la normale soit inenvisageable dans un tel climat d'état d'urgence.
L'entrée se faisant de nouveau sans présence policière,nous formulons le souhait que l'accès au lycée pour les élèves comme pour les enseignants se poursuive dans un climat devenu davantage apaisé et conforme à notre conception d'un établissement scolaire accueillant et ouvert sur le monde extérieur. Car les images de la répression policière disproportionnée dont a fait l'objet ce mouvement nous hante et la peur de voir nos lycéens y faire face nous oblige aujourd'hui à prendre la parole.

Nous réitérons notre soutien au mouvement lycéen qui exprime des demandes portées par nos syndicats depuis de trop nombreuses années.

Nous soutenons également les demandes de nos syndicats en faveur d'une revalorisation urgente du point d'indice des fonctionnaires, mesure incontournable pour freiner le recul important de nos traitements face à l'inflation et pour retenir et recruter les personnels d'éducation, condition nécessaire à la tenue des promesses du gouvernement d'amélioration des conditions d'enseignement de nos élèves.
Sans cela, il serait illusoire d'espérer un système éducatif qui tiendrait enfin ses promesses républicaines d'égalité des chances.

Nous exprimons, enfin, notre épuisement face à une situation qui n'est pas redevenue normale, qui s'éternise par stratégie politique du pourrissement et de silenciation des voix et d'accusation mensongère d'instrumentalisation des lycéens . Celle-ci nous a obligés à constamment réinventer nos enseignements, à repenser les conditions d'accueil de nos élèves et leur suivi, à nous inquiéter de leur sécurité et de leur bien-être dans et hors les murs, et à gérer des situations d'urgence et de tensions. Il faut maintenant que le gouvernement apporte des réponses sérieuses à notre jeunesse et leur permette de reprendre leurs cours dans un climat serein , les écoute à nouveau et restaure leur confiance en l'avenir ? Un aménagement des épreuves du baccalauréat serait, entre autre, nécessaire pour permettre la poursuite de l'année scolaire sans mettre en danger la santé mentale des élèves et des personnels.

Les lycéens et étudiants ont voulu faire entendre leurs voix à l'aube de l'élection présidentielle. Leur résolution, face au silence et à la répression, nous oblige, nous, adultes.
Dans une campagne présidentielle qui s'accélère déjà, nous appelons les candidats à s'engager fermement à respecter les libertés fondamentales d'expression et de manifestation, piliers de notre Constitution.
Les budgets alloués à l'Education nationale et à l'enseignement supérieur doivent également être des priorités absolues, à la hauteur des besoins identifiés depuis bien longtemps et des espoirs d'une jeunesse si essentielle à l'avenir de notre société vieillissante.